

CONTRE CE GOUVERNEMENT PS-MEDEF PRÉPARONS LA CONTRE-OFFENSIVE

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 18 SEPTEMBRE 2014

Mardi, à l'Assemblée, Manuel Valls, celui qui aime tant les patrons, a obtenu, comme en avril, le soutien de la majorité des élus socialiste pour poursuivre son offensive contre les travailleurs et les classes populaires.

La saignée de 50 milliards dans les dépenses publiques jusqu'en 2017 – à commencer par les 21 milliards pour 2015 - n'est pas remise en cause. Comme est confirmé l'engagement de mettre sur la table la « simplification » du droit du travail – en clair son démantèlement - et la remise en cause des « seuils sociaux » déclenchant la mise en place des CE et des délégués du personnel.

LE MEDEF EN REDEMANDE PLUS

Estimant avoir l'oreille de ce gouvernement, Gattaz, patron des patrons, revendique maintenant la suppression de deux jours fériés dans l'année sur les onze existant, l'instauration d'un salaire minimum inférieur au SMIC, la fin de la durée «légale» du travail, l'extension du travail du dimanche et la généralisation de

l'intérim.

Tout cela sous prétexte de créer un million d'emploi, mais sans le moindre engagement de sa part. Gattaz père, autrefois dirigeant du CNPF, avait lui aussi promis 471 000 emplois en échange de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Bien entendu, on n'en a jamais vu la couleur.

Si le 1er ministre a cru bon de dénoncer la surenchère du patronat pour amadouer ses « frondeurs », personne n'a oublié qu'à l'université du

MEDEF, Valls avait dit « aimer l'entreprise ». Aujourd'hui, les 41 milliards de cadeaux du « pacte de responsabilité» ne lui suffisent pas. Ils en veulent

RIEN À ATTENDRE DES DÉPUTÉS FRONDEURS

Une trentaine de députés « frondeurs » du PS et la quasi totalité des députés écologistes se sont abstenus sur la « confiance ». Mais s'ils l'ont fait, c'est uniquement pour essayer de se démarquer de ce gouvernement et ne pas sombrer avec, à l'occasion de prochaines élections.

Par contre, ils ont refusé de voter « contre » la confiance, alors qu'ils savaient que cela aurait pourtant été un moyen de le faire tomber et de lui retirer les moyens de continuer à sévir contre les travailleurs et les classes populaires.

Cette posture, ils l'avaient déjà adoptée en juillet, à une exception près, en votant le projet de « loi de financement rectificative de la Sécurité sociale». Ou en avril, à l'occasion du vote du plan d'économies de 50 milliards.

REPRENDRE CONFIANCE DANS NOS PROPRES FORCES

Pourtant, aujourd'hui, le PCF ne rêve que d'une nouvelle mouture d'union de la gauche avec les « frondeurs » du PS et Europe Écologie-Les Verts, y compris avec ceux qui ont participé au

gouvernement.

Quand à Mélenchon, il ne rêve qu'à rassembler autour de sa personne, en vue de l'élection présidentielle de 2017. Alors qu'il y a urgence à préparer la mobilisation pour inverser le cours des choses.

C'est avant tout dans la rue et dans nos entreprises, tous ensemble, que nous pourrons faire reculer ce gouvernement, parce que nous n'avons rien à attendre des débats parlementaires, comme ceux de mardi, ni d'une hypothétique union de la gauche ou d'un

inconsistant projet de 6ème république, à l'occasion de futures élections.

Aux secteurs qui partent en lutte, les confédérations syndicales ne proposent aucune perspective visant à la préparation d'un mouvement d'ensemble, indispensable pour gagner.

Ce qui reste à construire, c'est une mobilisation capable d'affronter ce gouvernement, notamment à l'occasion des votes du budget 2015 de l'État et de la Sécurité sociale, à l'automne.



FAUSSE MUTUELLE ET VRAI RACKET

La complémentaire santé obligatoire, imposée à tous les salariés du privé, était la « contrepartie » de l'ANI (Accord National Interprofessionnel). La loi dite de « sécurisation de l'emploi » qui a suivi, a pour objectif la casse du Code du travail, voulue par le MEDEF, engagée par Ayrault et poursuivie par Valls

La «mutuelle» obligatoire était une des « contreparties » de l'accord compétitivité Renault du 13 mars 2013.

A compter du 1^{er} janvier 2015, tous les CDI et CDD Renault devront cotiser au régime de base obligatoire, avec une formule optionnelle facultative. Nous serons les plus ponctionné(e)s pour la « mutuelle » : Renault ne participera qu'à moins de 30% en moyenne. Et les salaires les moins élevés cotiseront proportionnellement davantage.

Une vraie mutuelle, c'est la solidarité égalitaire entre salariés, organisée par eux-mêmes ou leurs représentants. La «mutuelle» Renault, c'est une assurance obligatoire, organisée par le MEDEF. Alors au nom de qui des responsables syndicaux ont-ils apposé leur signature sur un accord défavorable, contesté par le personnel auquel on n'a même pas demandé son avis ?

CONVERGENCE CONTRE l'HÔSTÉRITÉ!

Face à la dégradation dans les hôpitaux, les mobilisations locales s'enchaînent depuis des mois. La catastrophe s'annonce : 10 milliards en moins au budget de la santé et un projet de loi de financement 2015 de la Sécurité sociale au rabais. L'hôpital et la santé ne sont pas malades de leurs dépenses, mais de leur manque de financement par la Sécu. Les causes sont connues : baisse des cotisations sociales patronales, exonération totale pour les salaires au SMIC, accordées par le «Pacte de responsabilité».

Hospitaliers, patients, nous en avons tous assez des urgences saturées, des attentes interminables, de la dégradation des conditions d'accueil par manque de personnel disponible, des fermetures de services et d'hôpitaux et des risques pour les malades. Voilà la maltraitance.

C'est pourquoi, le mardi 23 septembre, la «Convergence des hôpitaux en lutte contre l'hôstérité » appelle les secteurs de la santé et ceux et celles qui veulent les soutenir à une manifestation nationale de 11h à 14h devant le ministère de la santé, à Paris. En tant qu'usagers, nous sommes tous concernés.

NOS VIES VALENT PLUS QUE LEURS PROFITS

Le 8 septembre, un salarié du Renault Plessis-Robinson, père de 2 enfants, s'est pendu dans les toilettes, sur son lieu de travail. Comme à son habitude, la direction s'est empressée d'affirmer que ce geste désespéré n'avait sans doute rien à voir avec le travail. Il n'empêche qu'après les suicides à répétition dans des conditions similaires à Guyancourt ou à Cléon, la question est toujours la même: comment peut-on en arriver là, au bout de 30 ans d'ancienneté Renault ?

Aucun objectif professionnel ne vaut la vie d'un salarié. A fortiori pour augmenter les dividendes des actionnaires. A Guyancourt ou au Plessis-Robinson, la DRH ne parle plus de RPS (risques psychosociaux), mais de QVT (qualité de vie au travail).

Mais ce n'est pas les mots qu'il faut changer. C'est ce système capitaliste, basé uniquement sur le profit maximum, qu'il faut remettre en cause.

IRAK : VERS L'ENGRENAGE INFERNAL

Les atrocités infligées par l'Etat islamique aux populations qu'il contrôle (exécutions sommaires, viols et esclavage des femmes) sont absolument révoltantes. Mais ceux qui ont laissé Israël massacrer Gaza cet été sont-ils les mieux placés pour nous vendre leur nouvelle croisade contre la barbarie.

Les fruits pourris de l'impérialisme en Irak

Deux guerres, des années d'occupation militaire et d'embargo meurtrier, un gouvernement fantoche, la corruption partout, une répression féroce des soulèvements populaires et des communautés montées les unes contre les autres.

Un pays mis à feu et à sang par les USA et leurs alliés. Voilà le terreau sur lequel ont prospéré les groupes djihadistes. Et c'est cette coalition de pyromanes qui prétend jouer les pompiers!

Tirer les leçons du passé

Pour la démocratie, ils ont justifié la guerre en Afghanistan, en Libye, avec le chaos comme résultat. Et l'exportation du terrorisme.

Pour la démocratie, ils ont d'abord soutenu Saddam Hussein dans sa guerre contre l'Iran (1980-1988), avant de se retourner contre lui. Pétrole et intérêts stratégiques derrière les discours officiels.

François Hollande, chef de guerre

Pour le Mali et la Centrafrique, il nous avait promis des expéditions de courte durée. L'armée s'y enlise. Les guerres humanitaires, cela n'existe pas. En Afrique, il y a la question de l'uranium et l'influence de l'impérialisme français menacé de concurrence (Usa, Chine). En Irak, derrière les beaux discours, il y a le pétrole et la volonté de ne pas laisser les marchés à venir seulement aux entreprises américaines. Ne nous laissons pas abuser.

MAIL POUR NOUS CONTACTER:

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «autocritique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique